

## *Communiqué de Presse*

**Philippe Kaltenbach**  
**Sénateur des Hauts-de-Seine**  
**Maire de Clamart**

*Le 12 décembre 2013*

### **Nouveau vote de la métropole de Paris par les Députés**

#### **Le Gouvernement s'engage à remettre un rapport sur la disparition des départements de Paris et de la petite couronne**

**Philippe Kaltenbach, Sénateur des Hauts-de-Seine et Maire de Clamart, revient sur l'adoption ce jour, par l'Assemblée Nationale en seconde lecture, des dispositions relatives à la création d'une métropole à Paris et l'annonce par le Gouvernement de la remise d'un rapport au Parlement, en 2015, sur les modalités d'une fusion des départements de Paris et de la petite couronne au sein de la future métropole.**

*Philippe Kaltenbach déclare : « Après l'adoption du texte en seconde lecture par le Sénat, je me félicite de ce nouveau vote favorable de l'Assemblée. La métropole du Grand Paris va permettre de garantir l'efficacité et la cohérence de la gouvernance dans la zone la plus dense de l'Île de France afin d'y renforcer l'efficacité de l'action publique. »*

*Le sénateur PS ajoute : « Il était aussi essentiel que le Gouvernement sache se montrer à l'écoute des parlementaires et des élus locaux qui souhaitent aller plus loin dans la simplification administrative en procédant, sur le modèle de la métropole de Lyon, à une rapide fusion des départements au sein de la Métropole. En effet, il n'est pas concevable au regard des objectifs poursuivis de laisser cohabiter durablement 4 politiques départementales distinctes au sein de la Métropole. Avec 5 autres sénateurs socialistes de Paris et de la petite couronne, j'ai appelé en début de semaine le gouvernement à prendre la mesure de cet enjeu. Je me félicite donc de son engagement de remettre prochainement à la représentation nationale un rapport évaluant les modalités d'une telle fusion. »*

*Il conclut : « L'UMP, et tout particulièrement ses représentants dans les Hauts-de-Seine, refusent de renoncer au « chacun chez soi » qui a conduit aux déséquilibres économiques et sociaux que nous connaissons aujourd'hui. Cette posture conservatrice n'est pas tenable car elle ne repose essentiellement que sur des intérêts de personne. »*